

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi n° 48

Loi modifiant la Loi de police

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre de la justice

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi de police. Il vise notamment, à accroître la juridiction et le pouvoir d'enquête de la Commission de police, à établir de nouvelles règles de fonctionnement pour les enquêtes sur le crime organisé et à constituer un registre des agents de la paix.

En ce qui concerne la Sûreté du Québec, le projet de loi prévoit un mécanisme pour prêter assistance aux corps de police municipaux et l'établissement d'un code de déontologie et de discipline qui deviendra éventuellement applicable aux policiers municipaux.

Le projet de loi propose également de nouvelles règles concernant l'établissement de corps de police municipaux et précise les obligations des corporations municipales en cette matière.

Enfin, il prévoit de nouvelles règles concernant les agents de la paix et les constables spéciaux.

Projet de loi n° 48

Loi modifiant la Loi de police

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi de police (1968, chapitre 17), modifié par l'article 1 du chapitre 22 des lois de 1969 et par l'article 1 du chapitre 12 des lois de 1970, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant:

«*f*) «municipalité»: toute corporation municipale, quelle que soit la loi qui la régit, ainsi qu'une communauté urbaine ou régionale;»;

b) par le remplacement du paragraphe *h* par le suivant:

«*h*) «directeur»: le directeur d'un corps de police municipal;».

2. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 2, des suivants:

«**2a.** Un membre de la Sûreté, un policier municipal ou un constable spécial ne cesse pas d'agir à titre de préposé lorsqu'il exerce ses fonctions d'agent de la paix.

Le procureur général est, pour les fins du présent article, réputé l'employeur d'un policier municipal qui agit en qualité d'agent de la paix dans un territoire autre que celui de la municipalité qui l'emploie.

«**2b.** Toute personne qui appartient à une catégorie d'agents de la paix désignée par règlement du lieutenant-gouverneur en

conseil doit fournir à la Commission les renseignements prévus par ce règlement en la manière qui y est prescrite.

«**2c.** Le directeur d'un corps de police municipal ou de toute autre catégorie d'agents de la paix désignée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil soumet au procureur général, à la demande de ce dernier ou de sa propre initiative, des rapports circonstanciés sur les situations perturbatrices de l'ordre, de la paix et de la sécurité publique qui surviennent dans le territoire soumis à leur juridiction ou relativement à la situation de la criminalité dans ce territoire.»

3. L'article 6 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 12 des lois de 1970, est de nouveau modifié par la suppression du troisième alinéa.

4. L'article 7 de ladite loi est abrogé.

5. L'article 10 de ladite loi, remplacé par l'article 4 du chapitre 22 des lois de 1969, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Sauf lorsqu'elle siège aux fins d'une enquête, le quorum de la Commission est d'au moins quatre membres dont le président.»

6. L'intitulé de la sous-section 2 de la section II et l'article 16 de ladite loi, modifié par l'article 6 du chapitre 12 des lois de 1970, sont remplacés par ce qui suit:

« § 2.—*Fonctions*

«**16.** La Commission est chargée d'exercer la juridiction qui lui est conférée par la présente loi et de favoriser la prévention du crime et l'efficacité des services de police au Québec.

À ces fins, la Commission doit notamment:

a) établir un service de documentation et de statistiques permettant d'évaluer l'état de la criminalité et l'efficacité de l'action policière;

b) établir un service général d'inspection chargé de conseiller, en matière policière, la Sûreté et les corps policiers municipaux et d'en faire l'inspection;

c) organiser un service de recherche chargé d'améliorer les méthodes de détection et de répression du crime;

d) établir un registre des personnes exerçant des fonctions d'agents de la paix.»

7. L'article 17 de ladite loi, modifié par l'article 5 du chapitre 22 des lois de 1969, par l'article 7 du chapitre 12 des lois de 1970 et par l'article 2 du chapitre 16 des lois de 1971, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement des paragraphes *b* à *d* par les suivants:

«*b*) prescrire pour les catégories d'agents de la paix qu'elle indique des mécanismes de contrôle d'aptitude à exercer de telles fonctions;

«*c*) déterminer les caractéristiques des uniformes, pièces d'identité et insignes qui peuvent être portés par les cadets et les membres de la Sûreté, les cadets et les policiers municipaux et les constables spéciaux ainsi que leur équipement, l'utilisation de celui-ci et l'équipement dont peuvent être dotés les véhicules automobiles qu'ils utilisent;

«*d*) déterminer les statistiques et les documents que doivent tenir la Sûreté et les corps de police municipaux de même que leurs membres et les constables spéciaux ainsi que les formules qu'ils doivent utiliser;»;

b) par la suppression du paragraphe *f*;

c) par le remplacement du paragraphe *g* par le suivant:

«*g*) établir la procédure pour la conduite des affaires qui sont de sa compétence;»;

d) par l'addition, à la fin, de ce qui suit:

«*k*) établir les règles de sa régie interne.

La Commission peut également, par règlement et après consultation des organismes municipaux représentatifs, étendre l'application d'un règlement visé dans l'article 47*a* à l'ensemble ou à une partie des policiers municipaux du Québec. Ce règlement peut prévoir que les éléments visés dans les paragraphes *c*, *d* et *e* de l'article 47*a* peuvent varier selon l'importance des corps de police municipaux et le nombre de policiers qu'ils comptent.»

8. L'article 18 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 16 des lois de 1971, est remplacé par les suivants:

«**18.** Un règlement adopté par la Commission doit être soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil qui peut alors le modifier.

Dans les cas visés dans les paragraphes *a*, *b*, *c*, *g* et *j* du premier alinéa et dans le deuxième alinéa de l'article 17, la Commission publie le règlement qu'elle adopte à la *Gazette officielle du Québec* au moins trente jours avant que le lieutenant-gouverneur en conseil l'approuve.

Le règlement entre en vigueur le jour où le lieutenant-gouverneur en conseil publie à la *Gazette officielle du Québec* un avis de son approbation ou à une date ultérieure que l'avis indique. Si le lieutenant-gouverneur en conseil a modifié le projet, le texte de ces modifications ou le texte définitif du règlement accompagne l'avis.

«**18a.** Un règlement adopté en vertu de l'article 17 prévaut sur un règlement municipal au même effet.

Les règlements adoptés en vertu des paragraphes *a* à *d*, *h* et *i* du premier alinéa de l'article 17 peuvent varier selon les régions ou localités et les catégories de personnes auxquelles ils sont applicables.»

9. L'article 20 de ladite loi, remplacé par l'article 5 du chapitre 16 des lois de 1971, est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«De plus, la Commission doit, si elle en est requise par le procureur général, faire enquête sur la conduite de toute autre personne qui agit, au Québec, en qualité d'agent de la paix, si elle appartient à une catégorie d'agents de la paix désignée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil. La Commission peut dans ce cas également agir de sa propre initiative ou sur demande motivée d'un citoyen.»

10. L'article 21 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**21.** Aux fins d'une enquête qu'elle tient en vertu de la présente loi ou de toute autre loi, la Commission ainsi que chacun de ses membres et toute personne autorisée par elle à faire enquête sont investis des pouvoirs et de l'immunité d'un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

11. L'article 21a de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 16 des lois de 1972, est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Un mandat doit être exécuté entre 7 heures et 22 heures, à moins que la Commission ou le juge n'en autorise l'exécution autrement.»

12. L'article 21c de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 16 des lois de 1972, est abrogé.

13. L'article 21d de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 16 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

«**21d.** Un objet saisi en vertu de l'article 21a est remis sans délai à la Commission ou à la personne qu'elle désigne à cette fin.

Toutefois, à l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours après la saisie, toute personne peut, si elle démontre son intérêt, demander la remise de l'objet; la Commission peut alors en ordonner la remise à cette personne ou à une autre personne qu'elle désigne ou, à défaut, déterminer la façon d'en disposer.

Malgré le deuxième alinéa, la Commission, d'office ou à la demande de la personne qui a procédé à la saisie, peut en tout temps ordonner la remise de l'objet à une personne qu'elle désigne ou, à défaut, déterminer la façon d'en disposer.»

14. L'article 22 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

«Dans le cas d'une enquête visée dans l'article 19, un témoin est réputé objecter qu'il refuse de répondre à chacune des questions qui lui est posée pour le motif que sa réponse pourrait tendre à l'exposer à une poursuite judiciaire ou à l'incriminer ou à établir sa responsabilité dans une poursuite judiciaire formée contre lui. Aucune réponse ne peut alors servir contre lui dans une poursuite judiciaire intentée en vertu d'une loi du Québec, sauf en cas de parjure ou de faux témoignage.

En outre, un témoin doit être informé par la Commission de son droit de s'objecter à chacune des questions qui lui est posée suivant l'article 5 de la Loi sur la preuve au Canada (Statuts révisés, 1970, chapitre E-10).

Un témoin ainsi qu'une personne qui fait une demande prévue par l'article 22a ou qui est entendu en audition privée ont droit d'être assistés d'un avocat.»

15. Les articles 22a à 22c de ladite loi, édictés par l'article 3 du chapitre 16 des lois de 1972, sont remplacés par les suivants:

«**22a.** Au cours d'une enquête visée dans l'article 19, la Commission peut, sur demande et aux conditions qu'elle fixe:

a) autoriser une personne dont le nom ou les activités ont été mentionnés au cours d'une audience publique à témoigner à l'enquête ou à y produire des témoins pour expliquer sa conduite ou rapporter un fait de nature à éclairer la Commission;

b) autoriser un témoin qui s'estime lésé à la suite de son témoignage à témoigner de nouveau et à produire des témoins; ou

c) autoriser l'interrogatoire d'un témoin par son avocat ou le contre-interrogatoire d'un témoin par l'avocat d'une personne dont le nom ou les activités ont été mentionnés par ce témoin ou

l'avocat de ce dernier, si elle estime que cet interrogatoire ou que ce contre-interrogatoire permet de mieux servir les fins poursuivies par l'enquête.

Une demande est faite par écrit et elle indique les raisons pour lesquelles l'autorisation doit être accordée, ainsi que, le cas échéant, les noms et les prétentions des témoins que la personne entend produire.

Cette demande est entendue publiquement, à moins que le requérant ne demande ou que la Commission n'ordonne qu'elle soit présentée à huis clos. Si la demande est accueillie, la Commission peut exiger que la preuve soit recueillie à huis clos afin d'en vérifier la pertinence. La Commission peut, par la suite, si elle l'estime nécessaire, autoriser la présentation de la preuve en audience publique.

«**22 b.** Les enquêtes de la Commission sont publiques à moins que la Commission, dans l'intérêt public, n'ordonne le huis clos.

De plus, la Commission peut, dans les cas visés dans l'article 19, tenir une partie de ses enquêtes à huis clos si elle estime:

a) qu'un témoignage peut comporter des éléments touchant l'ordre public;

b) qu'un témoignage peut comporter des éléments personnels, financiers ou autres d'une nature telle qu'il est important, dans l'intérêt du témoin, d'une autre personne ou du public en général, de ne pas les rendre publics;

c) que le témoin risque d'être l'objet de menaces ou de représailles par suite de son témoignage ou que le témoignage peut compromettre la sécurité d'une autre personne; ou

d) qu'il est nécessaire de vérifier la pertinence d'un témoignage en regard des fins poursuivies par l'enquête.

«**22 c.** Dans le cas d'une enquête visée dans l'article 19, la Commission peut procéder à l'audition privée d'une personne qui y consent ou qui en fait la demande et exclure toute autre personne du lieu de l'audition.

Le témoignage ainsi recueilli est confidentiel; la Commission peut néanmoins, dans un rapport, utiliser les renseignements ainsi obtenus, mais uniquement de manière à ce qu'ils ne puissent d'aucune façon être reliés au témoin ou à une autre personne.

Le présent article n'empêche pas le témoin d'accepter de répéter, en tout ou en partie, son témoignage lors d'une audience à huis clos ou d'une audience publique.»

16. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 22*d*, des suivants:

«**22e.** Si au cours d'une enquête visée dans l'article 19, il est impossible, pour des raisons jugées suffisantes par la Commission, de signifier à une personne une assignation pour qu'elle rende témoignage ou si une personne à qui une telle assignation a été signifiée est absente du Québec pendant la période de l'enquête, la Commission peut accepter la production d'une déclaration antérieure reçue sous serment par la Commission.

La Commission peut, dans un rapport, utiliser les renseignements ainsi obtenus, mais uniquement de manière à ce qu'ils ne puissent d'aucune façon être reliés à une personne.

«**22f.** Lors d'une audience publique, les commissaires peuvent, s'ils sont d'avis que la divulgation d'un témoignage serait de nature à nuire aux intérêts de la justice, à empêcher un témoin ou une personne dont le nom ou les activités ont été mentionnés à l'enquête de préserver sa réputation ou son intégrité, ou pour toute autre cause jugée suffisante, ordonner, suivant les modalités et pour la période qu'ils fixent, que le témoignage ne soit pas relaté, publié ou diffusé.

Toute personne qui, par son acte ou son omission, enfreint l'ordonnance, se rend coupable d'outrage au tribunal et est passible des peines prévues par l'article 51 du Code de procédure civile.

«**22g.** Quiconque, directement ou indirectement, divulgue en tout ou en partie, un témoignage recueilli lors d'une audition privée ou, sans l'autorisation de la Commission, un témoignage recueilli à huis clos, se rend coupable d'outrage au tribunal et est passible des peines prévues par l'article 51 du Code de procédure civile.»

17. L'article 24 de ladite loi est remplacé par les suivants:

«**24.** La Commission peut refuser d'entreprendre ou de poursuivre une enquête en vertu de l'article 20, si le membre de la Sûreté ou le policier municipal sur lequel elle enquête est, pour les mêmes faits, l'objet d'une enquête devant un comité de discipline constitué conformément à un règlement adopté en vertu du deuxième alinéa de l'article 17, de l'article 47*a* ou de l'article 235 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84).

Toutefois, si la Commission poursuit son enquête, un tel comité doit surseoir à toute procédure.

«**24a.** Malgré toute loi à ce contraire, une demande d'enquête présentée conformément à l'article 20 ou une enquête instituée conformément à cet article suspend la prescription d'un droit ou d'un recours qui naît d'une convention collective ou d'une sentence arbitrale jusqu'à ce que la Commission rende une décision suivant les articles 24b ou 24c.

Toutefois, s'il s'agit d'une demande présentée par un citoyen, cette suspension n'opère que dans les cas où la Commission décide de procéder à une enquête.

«**24b.** La Commission peut, à la suite d'une enquête visée dans l'article 20, rendre une ordonnance déclarant qu'un membre de la Sûreté, un policier municipal, un constable spécial ou un autre agent de la paix est devenu inhabile à exercer, au Québec, pour le temps qu'elle indique, les fonctions d'agent de la paix.

«**24c.** La Commission peut, dans un rapport sur une enquête effectuée en vertu de l'article 20, recommander, en tenant compte de la nature et de la gravité de la conduite d'une personne, qu'une sanction lui soit imposée consistant en un avertissement, une réprimande, une suspension avec ou sans traitement pour une période déterminée, une rétrogradation ou une destitution.

«**24d.** La Commission ne peut, dans ses rapports, blâmer la conduite d'une personne ou recommander que des sanctions soient prises contre elle, à moins de l'avoir informée des faits qu'on lui reproche et de lui avoir permis d'être entendue à ce sujet.

Cette obligation cesse si cette personne a été invitée à se présenter devant la Commission dans un délai raisonnable et si elle a refusé ou négligé de le faire. Cette invitation est signifiée de la même façon qu'une assignation en vertu du Code de procédure civile.»

18. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 26, du suivant:

«**26a.** Les sommes requises pour la conduite d'une enquête visée dans l'article 19 sont payées à même le fonds consolidé du revenu.»

19. L'article 29 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«De plus, malgré l'article 54, si un corps de police municipal n'a pas les effectifs, l'équipement ou l'expertise nécessaires pour

agir adéquatement, la Sûreté doit, si elle en est requise par le procureur général, de sa propre initiative ou à la demande d'une municipalité, y assumer l'ordre ou y poursuivre une enquête, selon le cas.»

20. L'article 33 de ladite loi, modifié par l'article 7 du chapitre 22 des lois de 1969 et par l'article 5 du chapitre 16 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 4° du premier alinéa par le suivant:

«4° des officiers désignés respectivement sous les titres d'inspecteurs-chefs, inspecteurs, capitaines et lieutenants, au nombre déterminé pour chaque catégorie par le lieutenant-gouverneur en conseil;».

21. L'article 40 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Il doit, à l'expiration de ce délai, remettre au directeur général les uniformes, insignes, armes, pièces d'identité et tous les autres effets qu'il a en sa possession et qui appartiennent à la Sûreté.»

22. L'article 45 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**45.** Le directeur général ou un directeur général adjoint autorisé suivant l'article 44 peut, pour cause, suspendre tout cadet ou membre de la Sûreté. Il doit donner avis sans délai au procureur général de toute suspension qu'il décrète.»

23. L'article 47 de ladite loi, modifié par l'article 12 du chapitre 22 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**47.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut par règlement:

a) pourvoir à la classification et adopter l'échelle de traitement des membres de la Sûreté mentionnés aux paragraphes 2°, 4°, 5° et 6° du premier alinéa de l'article 33 ainsi que des cadets;

b) déterminer les modalités de la tenue du registre visé dans l'article 16, les catégories d'agents de la paix dont les membres sont soumis à l'obligation prévue par l'article 2b et le contenu des renseignements qu'ils doivent fournir à la Commission;

c) pourvoir au paiement des frais médicaux pour les cadets et les membres de la Sûreté;

d) organiser la direction et la régie interne de la Sûreté et assurer sa bonne administration et son efficacité;

e) établir les conditions d'entraînement des cadets et des membres de la Sûreté;

f) déterminer les renseignements que doivent contenir les rapports prévus par l'article 2c ainsi que les catégories d'agents de la paix dont le directeur est tenu de soumettre de tels rapports;

g) déterminer les catégories d'agents de la paix qui peuvent faire l'objet d'une enquête en vertu de l'article 20.»

24. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 47 des suivants:

«**47a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également, sur la recommandation du directeur général, adopter un règlement sur la déontologie et la discipline des membres de la Sûreté et visant à:

a) déterminer les devoirs des cadets et des membres de la Sûreté, de même que les actes et omissions qui constituent des fautes disciplinaires;

b) déterminer les occupations, activités ou emplois interdits aux cadets et aux membres de la Sûreté en raison de leur statut d'agent de la paix;

c) constituer un comité d'examen de plaintes, en déterminer les pouvoirs et la composition, et préciser le mode de nomination de ses membres;

d) constituer un comité de discipline, en déterminer les pouvoirs et la composition, et préciser le mode de nomination de ses membres;

e) déterminer les règles de procédure et de preuve applicables en cas de poursuite disciplinaire contre un cadet ou un membre de la Sûreté;

f) déterminer les pouvoirs du directeur général et des officiers de la Sûreté en matière disciplinaire;

g) déterminer les sanctions disciplinaires, y compris la rétrogradation et la destitution, qui peuvent être imposées à un cadet ou à un membre de la Sûreté;

h) déterminer les conditions auxquelles une sanction disciplinaire imposée à un cadet ou à un membre de la Sûreté peut être levée;

i) réglementer toute autre matière relative au développement de la conscience professionnelle et à l'exercice de la fonction disciplinaire à la Sûreté.

«**47b.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il le juge opportun, fixer un délai au directeur général pour lui soumettre une recommandation sur l'un des sujets visés dans les paragraphes *c*, *d* et *e* du premier alinéa de l'article 47 ou dans l'article 47a; il peut procéder à l'adoption d'un règlement si le directeur général omet de soumettre sa recommandation dans le délai ainsi fixé.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut accepter, modifier ou rejeter une recommandation qui lui est soumise par le directeur général.

«**47c.** Un règlement visé dans l'article 47 entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qui y est fixée.

Toutefois, lorsqu'un règlement porte sur un des sujets visés dans l'article 47a, le lieutenant-gouverneur en conseil publie un projet de règlement à la *Gazette officielle du Québec* au moins trente jours avant de l'adopter. Le règlement entre en vigueur le jour où le lieutenant-gouverneur en conseil publie à la *Gazette officielle du Québec* un avis de son adoption ou à une date ultérieure que l'avis indique. Si le lieutenant-gouverneur en conseil a modifié le projet, le texte de ces modifications ou le texte définitif du règlement accompagne l'avis.»

25. L'article 52 de ladite loi est remplacé par les suivants:

«**52.** Une municipalité peut établir par règlement et maintenir dans son territoire un corps de police; toutefois toute municipalité qui compte cinq mille habitants ou plus est tenue d'établir et de maintenir un tel corps de police.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour la période et aux conditions qu'il détermine, dispenser une municipalité de se conformer à son obligation d'établir et maintenir un corps de police, ou l'autoriser à réduire les effectifs de son corps de police. Dans ce cas, il peut aussi, s'il le juge opportun, déterminer les effectifs du corps de police.

Avant de rendre une décision, le lieutenant-gouverneur en conseil prend l'avis de la Commission laquelle tient compte, dans cet avis, notamment du taux de la criminalité dans la municipalité, des implications de cette décision sur les membres des corps de police concernés et des possibilités d'ententes suivant les articles 60 ou 60a. Il prend également l'avis des organismes municipaux représentatifs et des associations chargées de défendre les intérêts des policiers.

«**52a.** Une décision du lieutenant-gouverneur en conseil dispensant une municipalité de son obligation de maintenir un

corps de police ou l'autorisant à en réduire les effectifs n'a effet qu'après qu'un comité de reclassement, constitué par le ministre de la justice, n'ait examiné la situation et formulé ses recommandations. Ce comité étudie la possibilité pour les policiers concernés de trouver un emploi dans un autre corps de police et examine avec la municipalité la possibilité de leur procurer un autre emploi.

Ce comité est formé de sept membres nommés par le ministre dont un le représente, un représente la Commission et un représente le ministre des affaires municipales; les autres membres sont choisis, en nombre égal, parmi les représentants des organismes municipaux représentatifs et des associations chargées de défendre les intérêts des policiers.

«**52 b.** Le procureur général, un groupe de citoyens de la municipalité concernée ou une association de policiers reconnue peuvent, par requête, demander à la Commission de faire enquête afin de vérifier si une municipalité maintient des services policiers adéquats. Aux fins de cette enquête, la Commission peut alors tenir des audiences publiques et entendre les parties intéressées; elle fait rapport au procureur général.

«**52 c.** Si une municipalité est en défaut de se conformer à l'obligation de l'article 52 ou si, selon la Commission, elle ne maintient pas des services policiers adéquats, le procureur général peut charger la Sûreté de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique dans le territoire soumis à la juridiction de la municipalité et d'y appliquer les règlements municipaux.

La Sûreté agit alors aux frais de la municipalité. Ces frais sont calculés par le directeur général selon le tarif établi annuellement par le lieutenant-gouverneur en conseil et une demande de paiement est présentée à la municipalité.

Cette demande est homologuée, sur requête du procureur général, par la Cour provinciale ou la Cour supérieure du district judiciaire dans lequel la municipalité est située, selon leur compétence respective, et elle devient dès lors exécutoire comme tout jugement de la cour.»

26. L'article 53 de ladite loi, modifié par l'article 13 du chapitre 22 des lois de 1969, est de nouveau modifié par la suppression du paragraphe *c* du premier alinéa.

27. L'article 53*a* de ladite loi, édicté par l'article 12 du chapitre 12 des lois de 1970, est abrogé.

28. Ladite loi est modifiée, par l'insertion après l'article 60, du suivant:

«**60a.** Le procureur général peut conclure une entente avec une municipalité visée dans l'article 52 aux fins d'autoriser la Sûreté à fournir dans son territoire la totalité ou une partie des services de police.»

29. Les articles 61 à 62*d* de ladite loi sont remplacés par les suivants:

«**61.** Une municipalité ne peut, autrement que suivant les articles 60 et 60*a*, conclure une entente ayant pour objet de confier à un tiers l'organisation ou le maintien d'un corps de police.

«**62.** Lorsqu'un policier municipal agit en qualité d'agent de la paix dans un territoire qui n'est pas soumis à la juridiction du corps de police de la municipalité qui l'emploie, le procureur général est réputé être son employeur pour les fins de la Loi des accidents du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 159).

Toute difficulté résultant de l'application du premier alinéa est décidée exclusivement et en dernier ressort par la Commission, après enquête.»

30. L'article 63 de ladite loi, modifié par l'article 16 du chapitre 22 des lois de 1969, par l'article 15 du chapitre 12 des lois de 1970 et par l'article 6 du chapitre 16 des lois de 1971, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Cette résolution doit être signifiée à la personne qui en fait l'objet de la même façon qu'une assignation en vertu du Code de procédure civile; cette personne peut toutefois interjeter appel de la décision à la Commission si:

a) la municipalité a agi en l'absence d'une recommandation de la Commission;

b) la municipalité donne suite à une recommandation rendue par la Commission mais impose une sanction plus forte que celle qui y est prévue;

c) des faits nouveaux sont survenus depuis la recommandation de la Commission.»

31. L'article 65 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit:

«Le conseil peut également, par un règlement annuel qui doit être approuvé par le procureur général et par le ministre des affaires municipales, autoriser le maire à nommer par écrit, pour une période n'excédant pas quatre mois, des personnes pour agir comme constables spéciaux.»

32. L'article 72 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**72.** Tout constable spécial doit, chaque fois qu'il agit en cette qualité, porter un insigne conforme aux règlements de la Commission et garder sur lui un exemplaire de l'écrit portant sa nomination ou une autre pièce d'identité approuvée par règlement de la Commission et l'exhiber chaque fois qu'il en est requis à l'occasion d'un acte qu'il pose dans l'exercice de ses fonctions.»

33. L'article 76 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**76.** L'Institut est dirigé par un conseil formé du procureur général ou de son représentant, qui le préside, et d'au plus six autres membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil; celui-ci fixe, s'il y a lieu, le traitement, le traitement additionnel, les honoraires ou les allocations de chacun de ces autres membres.»

34. L'article 78 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**78.** Les programmes de formation et de perfectionnement sont élaborés par l'Institut en collaboration avec le ministre de l'éducation et la Commission; ces programmes doivent être approuvés par le procureur général.»

35. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 82, de ce qui suit:

«SECTION VII A

«INFRACTIONS ET PEINES

«**82 a.** Quiconque, directement ou indirectement, ordonne à un membre de la Sûreté, à un constable spécial, à un cadet ou à un policier municipal de se livrer à une activité partisane contrairement à l'article 6 ou incite un policier à le faire, commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus trois mille dollars.

«**82 b.** Quiconque laisse croire faussement qu'il est un membre de la Sûreté, un cadet ou un policier municipal ou un constable spécial, notamment au moyen du costume qu'il porte ou d'insignes qu'il arbore et quiconque continue à exercer des fonctions d'agent de la paix, malgré une ordonnance rendue suivant l'article 24b, commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus trois mille dollars.

«**82 c.** Quiconque contrevient aux articles 2b, 2c, 40 ou 72 ou à un règlement adopté en vertu des paragraphes d et e du

premier alinéa de l'article 17 est passible d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus mille dollars.

«**82 d.** Une poursuite en vertu de la présente loi est intentée suivant la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35) par le procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin.»

36. L'article 4 de la Loi du ministère de la justice (1965, 1^{re} session, chapitre 16), modifié par l'article 94 du chapitre 26 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *d* par les suivants:

«*d*) est chargé de promouvoir la coordination des activités policières;

«*e*) est chargé d'élaborer des politiques et des programmes de sécurité publique et d'en assurer l'implantation;

«*f*) est chargé de promouvoir la prévention de la criminalité;

«*g*) remplit les autres fonctions qui lui sont assignées par le lieutenant-gouverneur en conseil.»

37. Les règlements adoptés en vertu de la Loi de police par la Commission de police, par le gouvernement ou par une corporation municipale continuent d'être en vigueur dans la mesure où ils sont conformes et compatibles avec les dispositions de la présente loi jusqu'à ce qu'ils soient abrogés ou remplacés.

38. Dans la Loi de police, et notamment au paragraphe *i* de l'article 1, aux paragraphes *a* et *i* du premier alinéa de l'article 17 de même qu'aux articles 55, 56, 63, 70 et 80, l'expression «directeur ou chef» est remplacée par le mot «directeur».

39. Une municipalité régie par le Code municipal qui compte cinq mille habitants ou plus doit établir un corps de police conformément à l'article 52 de la Loi de police dans les deux ans à compter du (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi n° 48*), à moins qu'elle n'en soit dispensée conformément à cet article.

40. Une municipalité de cité ou de ville qui le (*insérer ici la date du dépôt du projet de loi n° 48*) maintient un corps de police doit continuer à maintenir son corps de police jusqu'à ce qu'elle en soit dispensée suivant l'article 52 de la Loi de police ou, après le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi n° 48*), suivant l'article 52 de la Loi de police, tel que remplacé par l'article 25.

L'article 52c de la Loi de police, édicté par l'article 25, a effet depuis le *(insérer ici la date du dépôt du projet de loi n° 48)* à l'égard de cette municipalité.

41. Les sommes requises pour l'application de la présente loi sont prises, pour l'exercice financier 1979/1980, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les années subséquentes, à même les sommes accordées annuellement à cette fin par la Législature.||

42. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement.